

### FAIRE ENTENDRE NOS VOIX

#### À l'écoute des survivantes de violences sexuelles en République centrafricaine

Auteur et chercheuse principale : Patricia Bongi Zengele

Coordinateur de la recherche : Mwakamubaya Nasekwa Deogratias (Chef de mission adjoint chargé des partenaires, Tearfund RCA)

Rédigé par : Maggie Sandilands

Traduction: Patricia Sommer, Brigitte Clark

Conception graphique : Wingfinger Graphics

© Tearfund août 2015

Publié par Tearfund. Une compagnie limitée par garantie. Enreg. en Angleterre 994339. Œuvre n° 265464 (Angleterre et pays de Galles) Œuvre n° SC037624 (Écosse).

Tearfund est une organisation chrétienne de développement et de secours, visant à établir un réseau mondial d'Églises locales pour contribuer à l'éradication de la pauvreté. Tearfund collabore depuis 10 ans avec des Églises partenaires pour combattre les violences sexuelles.

Contact Tearfund: Maggie Sandilands, Responsable technique en matière de violences sexuelles dans les interventions humanitaires Email: maggie.sandilands@tearfund.org

Ce rapport est téléchargeable sur: www.tearfund.org/sexualviolence

Photo de couverture : Femme dans un camp de personnes déplacées

internes à Bangui, République centrafricaine Photo de couverture : Niek Stam / Tearfund

# FAIRE ENTENDRE NOS VOIX

À l'écoute des survivantes de violences sexuelles en République centrafricaine

## REMERCIEMENTS

L'équipe de recherche remercie les dirigeants locaux, notamment les chefs de quartiers, les maires et les autorités religieuses qui ont facilité cette étude au sein de leurs communautés. L'équipe de Tearfund tient à souligner que cet exercice de cartographie est le résultat d'un effort conjoint dans le cadre duquel des chefs religieux de différents groupes religieux et confessions se sont unis et ont participé ensemble à une formation préparatoire destinée aux assistants de recherche, organisée en avril 2015, qui a été essentielle au succès de la collecte des données.

Mais surtout, l'équipe souhaite exprimer sa gratitude et son respect à l'égard de toutes les survivantes qui ont fait part de leur expérience et de leurs besoins avec tant de courage. Merci d'être la voix des sans-voix. Votre courage et votre espérance sans faille d'un avenir meilleur, malgré vos souffrances, donnent des raisons d'espérer le rétablissement des communautés affectées par le conflit en République centrafricaine.

Tearfund souhaite remercier BMS World Mission, qui a cofinancé cette étude, pour son généreux soutien qui s'inscrit dans le cadre de la BMS Dignity Campaign (Campagne BMS en faveur de la dignité) (www.bmsworldmission.org/dignity). BMS World Mission est membre actif de « We Will Speak Out » (Nous ferons entendre nos voix), une coalition mondiale d'ONG, d'Églises et d'organisations confessionnelles, soutenue par une alliance de partenaires techniques et d'individus qui, ensemble, sont déterminés à mettre fin aux violences sexuelles dans les communautés du monde entier (www.wewillspeakout.org).

« Notre pays est en guerre, et les premières victimes de cette guerre sont les femmes. »

Le Révérend Nicolas Guerekoyamé-Gbangou, Président de l'Alliance évangélique centrafricaine (AEC)

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements				
1	RÉSUMÉ	6		
	Définition de la violence sexuelle			
2	INTRODUCTION	8		
2.1	Arrière-plan de la recherche	8		
2.2	Contexte			
2.3	Objectif de la recherche.  2.3.1 Objectifs spécifiques de la recherche.			
3	MÉTHODOLOGIE	. 10		
3.1	Lieux où s'est déroulée la recherche.	. 10		
3.2	2 Les participantes à la recherche			
3.3	Méthode de recherche qualitative.  3.3.1 Équipe de recherche	. 11 . 11 . 12		
3.4	Principes éthiques  3.4.1 La participation volontaire et le consentement éclairé  3.4.2 Confidentialité  3.4.3 Ne pas nuire	. 13 . 13		
3.5	Difficultés et limites  3.5.1 Accès  3.5.2 Disponibilité  3.5.3 Inclusivité.	. 14		
	3.5.4 Attentes de la population			

4	RESULTATS DE LA RECHERCHE	15
4.1	Introduction	15
4.2	Ce que les survivantes entendent par violence sexuelle 4.2.1 Une brutalité extrême et qui met la vie en danger 4.2.2 Dans le cadre d'un conflit : viols collectifs par des combattants armés 4.2.3 La honte.	15 16
4.3	Pourquoi les survivantes ne veulent-elles pas parler de leur expérience ?  4.3.1 La honte.  4.3.2 Peur des représailles  4.3.3 Peur de la stigmatisation, de l'exclusion sociale et de l'abandon.  4.3.4 Futilité : un système judiciaire faible et un manque de services de soutien.	17 17 18
4.4	Comment la vie des survivantes est-elle affectée ?  4.4.1 Impact physique.  4.4.2 Traumatisme psychologique  4.4.3 Sentiment de honte.  4.4.4 Perte d'un mari et d'enfants	19 19 20
4.5	De quoi les survivantes ont-elles besoin pour guérir?  4.5.1 Appui financier	21 22
4.6	Un mouvement de survivantes serait-il utile?  4.6.1 Risque d'exposition	23 23 24
4.7	Quel pourrait être le rôle des groupes religieux pour répondre aux violences sexuelles ?	24 25 25
5	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	26
6	BIBLIOGRAPHIE	20

# 1 RÉSUMÉ

Ce projet de recherche qualitative avait pour objectif de recenser les expériences et les priorités des survivantes de violences sexuelles dans six zones géographiques de Bangui et des alentours, en République centrafricaine. Il s'agissait des arrondissements 3, 4, 5, 7 et 8 à Bangui et du district de Bégoua dans la préfecture d'Ombela M'poko. La recherche sur le terrain a eu lieu en avril et mai 2015. **Au total, 151 femmes adultes survivantes de violences sexuelles ont participé** à des discussions de groupe et à des entretiens. Les participantes représentaient un large éventail d'âges, de niveaux de revenus et d'appartenance religieuse, 36 femmes (24 %) s'identifiant en tant que musulmanes et 115 (76 %) en tant que chrétiennes, de différentes confessions.

La brutalité des violences sexuelles décrites par les survivantes qui ont participé à la recherche est atroce.

Pratiquement toutes les femmes parlaient de violences sexuelles subies spécifiquement dans le cadre du conflit armé en République centrafricaine et le niveau de violence décrit est inouï. Les survivantes relataient des expériences violentes de viols collectifs et de sodomie par plusieurs membres de groupes armés, souvent en public en présence de témoins, et souvent accompagnés de meurtres de membres de leur famille. Toutes les femmes parlaient de leur expérience personnelle directe, ce qui donne une idée de la fréquence de ces crimes. Éclipsées par ces exemples extrêmes d'utilisation du viol en tant qu'arme de guerre, d'autres formes de violences sexuelles et basées sur le genre telles que la violence conjugale ou la violence familiale étaient peu mentionnées, mis à part sous l'angle récurrent et déchirant du rejet et de l'abandon des survivantes de viol par leur mari et leur famille.

L'impact pernicieux de la stigmatisation qui isole les survivantes et leur fait ressentir un sentiment de honte, aggravant leur vulnérabilité et amplifiant leur souffrance, n'est que trop évident dans toute la recherche. La peur de la stigmatisation empêche les survivantes de parler et dresse des obstacles supplémentaires à l'accès aux services essentiels. Pour que les survivantes puissent obtenir l'aide dont elles ont besoin, il est urgent d'agir sur les attitudes sous-jacentes au niveau de la communauté. Nous espérons que ce rapport contribuera à briser le silence et permettra de faire connaître les perspectives et priorités des survivantes de République centrafricaine et d'y répondre.

Pendant toutes les discussions de groupe, les survivantes ont mis l'accent sur l'impact dévastateur et multidimensionnel des violences sexuelles, notamment sur les blessures physiques, émotionnelles et psychosociales à long terme. Elles ont clairement indiqué que leur guérison et leur rétablissement passaient par une réponse holistique capable de satisfaire leurs besoins matériels, physiques, psychologiques, sociaux et spirituels. Beaucoup d'entre elles nécessitaient des soins médicaux. La plupart des survivantes mentionnaient parmi leurs préoccupations majeures le besoin d'un soutien économique qui leur permettrait de générer des revenus, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins de base et à ceux de leurs enfants. En effet, la violence avait souvent aggravé des vulnérabilités existantes, les laissant sans soutien matériel. Elles mentionnaient presque toutes des symptômes de traumatisme et soulignaient le besoin d'une prise en charge psychologique, d'un soutien dans la prière et d'une aide psychosociale. Certaines évoquaient leur désespoir.

Bien que cette recherche ne soit pas d'une ampleur suffisante pour être considérée comme représentative de la situation dans l'ensemble de la République centrafricaine ou de toutes les survivantes de violences sexuelles dans le cadre du conflit actuel, nous espérons qu'elle permettra de mieux comprendre les expériences réelles des survivantes et ce dont elles ont besoin dans ce contexte. En s'appuyant sur des preuves contextuelles plus détaillées de la façon dont les violences sexuelles affectent les survivantes, leurs priorités et leurs besoins spécifiques, les décideurs et les prestataires de services peuvent concevoir des interventions plus efficaces.

La plupart des survivantes se sont identifiées comme appartenant à une religion et au cours des discussions, elles étaient d'accord sur le fait que les groupes religieux avaient un rôle important, voire unique à jouer pour satisfaire certains de ces besoins et les aider à guérir. Ainsi, les chefs religieux pourraient jouer un rôle déterminant en dénonçant les violences sexuelles, en luttant contre la stigmatisation et en aidant les survivantes au sein de leurs communautés.

Étant donné l'ampleur et la diversité des besoins identifiés, ne serait-ce que dans cet échantillon de survivantes, il est clair qu'un seul acteur ne peut agir adéquatement. Une approche collaborative et multisectorielle est requise. Le gouvernement de la République centrafricaine, les ONG locales et internationales, les organisations des Nations Unies et les prestataires de services pourraient travailler en collaboration avec les communautés religieuses pour prévoir des voies de recours mieux définies au niveau communautaire et pour répondre aux différents besoins et lacunes afin de fournir une réponse plus efficace et plus complète.

La faiblesse du système judiciaire et de l'État de droit en République centrafricaine sont considérés comme des facteurs contribuant à la culture d'impunité qui encourage cette violence permanente et déshumanisante. Les survivantes sont découragées à l'idée de dénoncer ces actes ou de réclamer que justice soit faite, bien que nombre d'entre elles expriment le désir de voir changer les choses. Le gouvernement, la police et les systèmes juridiques doivent être renforcés et le personnel de première ligne doit être spécialement formé pour permettre aux survivantes d'accéder plus efficacement à la justice.

Dans le cadre de cet exercice de cartographie, un mouvement de solidarité des survivantes de violences sexuelles a fait l'objet d'une discussion et a été accueilli avec prudence par les participantes. Un mouvement de survivantes pourrait fournir un forum d'entraide et de partage d'expériences. Cela pourrait contribuer à l'autonomisation des survivantes et faciliter le plaidoyer en faveur de l'élaboration de politiques et d'interventions humanitaires davantage axées sur ces femmes. Un tel mouvement doit être contextualisé afin de répondre aux besoins et vulnérabilités spécifiques des survivantes de République centrafricaine. Il devrait donc être guidé par leurs propres perspectives et priorités et cette recherche est un premier pas dans cette direction.

Cette recherche a été un exercice pénible et difficile pour toutes les personnes concernées, mais les participantes considéraient qu'il était important de briser le silence qui entoure la violence sexuelle et d'essayer de faire en sorte que la voix des survivantes soit entendue et que leurs expériences et perspectives soient connues pour mobiliser et façonner l'action à venir. Dans le cadre de ce rapport, Tearfund exhorte toutes les parties prenantes et les décideurs à user de leur influence pour mettre fin aux violences sexuelles et pour promouvoir un meilleur soutien aux survivantes et une meilleure protection des droits de l'homme pour toutes les personnes menacées en République centrafricaine, et plus particulièrement les femmes et les filles.

Veuillez noter que certains passages de ce rapport décrivent en détail des actes de violence sexuelle qui pourront éprouver la sensibilité de certains lecteurs.

#### Définition de la violence sexuelle

Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la violence et la santé définit la violence sexuelle comme suit :

« Tout acte sexuel, tentative pour obtenir un acte sexuel, commentaire ou avance de nature sexuelle, ou acte visant à un trafic ou autrement dirigé contre la sexualité d'une personne en utilisant la coercition, commis par une personne indépendamment de sa relation avec la victime, dans tout contexte. La coercition vise le recours à la force à divers degrés. En dehors de la force physique, l'agresseur peut recourir à l'intimidation psychologique, au chantage ou à d'autres menaces – par exemple, la menace de blessures corporelles, de renvoi d'un emploi ou de ne pas obtenir un emploi recherché. La violence sexuelle peut survenir alors que la personne agressée est dans l'incapacité de donner son consentement parce qu'elle est ivre, droguée, endormie ou incapable mentalement de comprendre la situation. La violence sexuelle comprend le viol, qui se définit ainsi : acte de pénétration, même légère, de la vulve ou de l'anus imposé notamment par la force physique, en utilisant un pénis, d'autres parties du corps ou un objet. Il y a tentative de viol si l'on essaie de commettre un tel acte (...). La violence sexuelle peut comprendre d'autres formes d'agression dans lesquelles intervient un organe sexuel, notamment le contact imposé entre la bouche et le pénis, la vulve ou l'anus. »

## 2 INTRODUCTION

#### 2.1 Arrière-plan de la recherche

En mai 2014, Tearfund a animé un atelier à Bangui sur les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG), avec le soutien du sous-cluster Violences basées sur le genre (VBG) et de la Plateforme Interconfessionnelle. Il réunissait des ONG locales et internationales, des groupes religieux, des organisations des Nations Unies et des représentants du gouvernement et du pouvoir judiciaire afin de débattre des mesures à prendre face aux VSBG en République centrafricaine.

La présente recherche a eu lieu en avril et mai 2015 et fait suite aux besoins identifiés dans la planification d'action lors de cet atelier initial des parties prenantes. Cette étude a été conçue pour établir une base de données plus tangible sur l'expérience de la violence sexuelle et son impact sur la vie des survivantes, dans le contexte du conflit en République centrafricaine, et permettre ainsi aux survivantes de faire entendre leur voix et d'influencer et de concevoir des réponses appropriées.

Depuis 2010, Tearfund s'efforce de mobiliser et d'équiper les chefs religieux et les communautés religieuses pour prévenir les VSBG et y répondre. En partenariat avec la Communion anglicane et ONUSIDA, elle a mis en place « We Will Speak Out » (www.wewillspeakout.org), une coalition internationale de chefs religieux déterminés à mettre un terme à la violence sexuelle. Des coalitions nationales ont été constituées dans les pays des Grands Lacs du Rwanda, du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Libéria et d'Afrique du Sud. Tearfund soutient également un mouvement croissant de survivants et préconise un engagement plus actif des personnes les plus touchées. On espère que grâce à la diffusion des résultats de cet exercice de cartographie, les voix des survivantes occuperont une place centrale dans le travail collectif de toutes les parties prenantes pour prévenir les VSBG en République centrafricaine et y répondre.

#### 2.2 Contexte

Depuis son indépendance de la France en 1960, la République centrafricaine a connu une grande instabilité, plusieurs coups d'État et des dictatures souvent brutales. Il reste de cette turbulente histoire une prolifération d'armes, des taux de violence élevés et un grand nombre de personnes déplacées internes et externes. La crise actuelle en République centrafricaine date du début 2013 lorsque les rebelles de la Séléka, principalement musulmans, ont saisi le pouvoir dans le cadre d'une campagne caractérisée par la violence généralisée, le meurtre de civils et l'incendie et le pillage des maisons. Au milieu de l'année 2013, des groupes se faisant appeler les Antibalakas se sont organisés pour lutter contre les Sélékas et ont commencé à mener des attaques de représailles de grande envergure contre les civils musulmans. Des milliers de civils des communautés chrétiennes et musulmanes ont été tués et des centaines de milliers de personnes ont été déplacées pendant le conflit. Le conflit se poursuit entre les Sélékas, les Antibalakas et les forces internationales – la MINUSCA et les troupes françaises – dans le Nord et l'Est du pays. Au 25 juin 2015, l'OCHA estimait le nombre actuel de personnes déplacées internes en République centrafricaine à 400 000, tandis que plus de 33 000 personnes déplacées internes sont toujours à Bangui.

#### 2.2.1 Les violences sexuelles en République centrafricaine

On sait que la violence sexuelle au sein des communautés existait déjà avant la crise en République centrafricaine, en raison des inégalités sous-jacentes entre les sexes. Cependant, elle a été aggravée par le conflit actuel dans lequel les violences sexuelles contre les populations civiles par les combattants sont utilisées comme une arme de guerre. Les survivantes subissent des conséquences physiques, émotionnelles, sociales et économiques graves et durables. Les violences sexuelles ne sont pas toujours dénoncées car elles entraînent une stigmatisation sociale systématique qui fait que les survivantes sont souvent rejetées par leur famille et leur communauté. Cette marginalisation sociale les rend encore plus vulnérables dans le contexte plus vaste du conflit et du déplacement. Les services gouvernementaux et judiciaires sont défaillants, ce qui permet aux auteurs de ces actes de jouir d'une large impunité. Au cours du conflit, de nombreuses communautés déplacées ont cherché refuge auprès d'institutions religieuses comme les Églises ou les mosquées, illustrant la nécessité de donner aux chefs religieux les moyens d'agir plus efficacement en tant que premiers intervenants pour aider les survivantes de violences sexuelles.

D'après le rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les violences sexuelles liées aux conflits couvrant la période de janvier à décembre 2014, 2 527 affaires de violence sexuelle liées aux conflits ont été signalées en République centrafricaine, en particulier des viols commis pour terroriser les civiles, celles-ci étant généralement attaquées à leur domicile, durant des perquisitions faites porte-à-porte, ou pendant qu'elles cherchaient refuge dans les champs ou dans la brousse.

- Les données d'évaluations initiales rapides multi-cluster/sectorielles pour la République centrafricaine signalent que sur l'ensemble des incidents violents ciblant les femmes, le viol était la forme de violence la plus fréquente, représentant 44 % de tous les incidents, tandis que la violence physique représentait 36 % des incidents. Des chiffres similaires ont été donnés pour les filles, le viol représentant 40 % des incidents violents, les violences physiques 23 % et les exécutions sommaires 6 %. Les auteurs de ces incidents étaient principalement des groupes armés.
  - Un rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), daté de juillet 2015, soulignait qu'un an et demi après le début de la crise en RCA, le viol et d'autres formes de VSBG restent l'une des principales questions de sécurité pour les femmes et les filles prises dans le récent conflit. Par le biais de sa Matrice de suivi des déplacements (DTM), l'OIM a observé et signalé plusieurs cas de violences sexuelles ciblant les femmes retournant dans leur lieu d'origine, confirmant les informations rapportées par les ONG, et réaffirmant que les motifs du déplacement continu sont directement liés aux questions de sécurité dans les zones de retour. Ces questions sont notamment soulevées en raison de la réponse inadéquate apportée par les forces de police aux survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre et de l'inexistence d'un ordre public dans les quartiers de retour.

#### 2.3 Objectif de la recherche

L'objectif de la recherche est d'explorer les expériences et les besoins des survivantes de violences sexuelles en République centrafricaine et d'assurer un engagement plus actif de la part de celles qui sont les plus touchées par cette violence, afin d'élaborer des mesures plus efficaces.

Bien que les VSBG et la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits retiennent de plus en plus souvent l'attention des décideurs au plan international, la stigmatisation des survivantes empêchent souvent ces dernières de s'exprimer. La fréquence et la gravité de ces actes passent souvent inaperçues car la majorité de ces cas ne sont pas signalés. Le conflit armé, les systèmes judiciaires faibles, les normes sociales sous-jacentes qui soutiennent l'injustice entre les sexes et la culture d'impunité profondément enracinée, intensifient la violence. Les résultats de cet exercice de cartographie ont pour but de sensibiliser le public aux réalités des VSBG et à leur impact sur l'individu, d'influencer les politiques et d'encourager des réponses efficaces de la part des décideurs. En se basant sur des exercices de cartographie précédents dans d'autres pays, Tearfund est convaincue qu'il est possible de constituer un mouvement de survivantes qui réclamerait des mesures urgentes et qui placerait les communautés les plus touchées au cœur même de l'action.

La recherche a été menée en collaboration avec les partenaires locaux qui travaillent avec les survivantes et leur fournissent des espaces sécurisés où elles peuvent partager leurs expériences, leurs points de vue et exprimer leurs propres priorités. Ce rapport vise à renforcer le rôle de plaidoyer des survivantes. Dans ce cas précis, les communautés religieuses ont pris l'initiative de soutenir cet exercice de cartographie. Les données rassemblées aideront ces communautés religieuses et d'autres parties prenantes importantes à Bangui et dans toute la République centrafricaine, à mieux comprendre les expériences et priorités des survivantes et à y répondre efficacement. Le rapport fournit des preuves et des informations concrètes sur la vie des survivantes et leurs besoins. Tearfund espère ainsi aider les communautés religieuses et les principales parties prenantes à prendre les mesures appropriées. La voix des survivantes n'a pas été entendue en République centrafricaine et cette recherche vise à faciliter ce processus et à donner aux survivantes les moyens de promouvoir les changements et d'influencer les politiques et les interventions actuelles.

#### 2.3.1 Objectifs spécifiques de la recherche

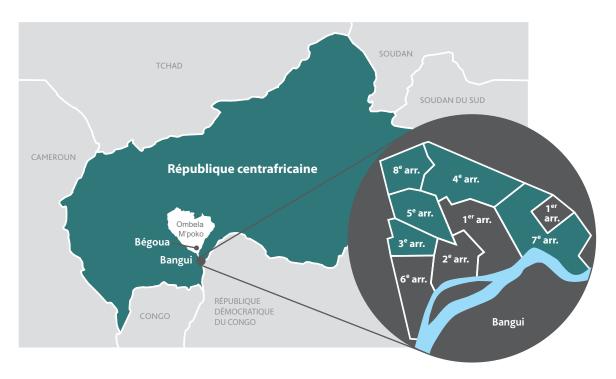
Les questions qui ont guidé les discussions de groupe avaient les objectifs suivants :

- Étudier ce que les survivantes entendent par violences sexuelles.
- Comprendre pourquoi les survivantes ne parlent pas de leur expérience.
- Étudier l'impact des violences sexuelles sur la vie des survivantes elles-mêmes.
- Recenser les priorités des survivantes et commencer à comprendre comment elles envisagent leur guérison, leur rétablissement et leurs besoins en la matière.
- Découvrir si les survivantes pensent qu'un mouvement de survivantes serait utile.
- Étudier comment les communautés religieuses peuvent soutenir les survivantes.

# 3 MÉTHODOLOGIE

#### 3.1 Lieux où s'est déroulée la recherche

Ce projet de recherche visait à réaliser une cartographie des expériences et des priorités des survivantes de violences sexuelles dans six zones géographiques. Il s'agissait des arrondissements 3, 4, 5, 7 et 8 à Bangui et du district de Bégoua dans la préfecture d'Ombela M'poko en République centrafricaine. Ces zones ont été sélectionnées en tenant compte du champ de la recherche, des questions d'accès et de sécurité, et de la présence de partenaires de Tearfund et de groupes religieux disposés à y participer. Les discussions de groupe ont eu lieu dans des lieux sûrs et tranquilles, auxquels les femmes pouvaient accéder facilement et où les groupes ne risquaient pas d'être vus ou interrompus.



#### 3.2 Les participantes à la recherche

Au total, 151 femmes survivantes de violences sexuelles ont participé à cette recherche. La méthode de l'échantillonnage dirigé a été utilisée, axée sur une zone géographique limitée (voir ci-dessus) et les critères de participation spécifiés pour les discussions de groupe étaient les suivants :

- Être une femme.
- Être une survivante de la violence sexuelle.
- Avoir plus de 18 ans.<sup>1</sup>
- Accepter de participer à des discussions de groupe / à un entretien individuel à ce sujet.

Parmi les participantes, différents âges, appartenances religieuses et niveaux de revenus étaient représentés. Au total, 36 (24 %) ont déclaré qu'elles étaient musulmanes et 115 (76 %) qu'elles étaient chrétiennes, de différentes confessions. La répartition des survivantes participant aux groupes de discussion par emplacement géographique est indiquée au tableau ci-dessous :

<sup>1</sup> Même si les critères de sélection des participantes spécifiaient qu'elles devaient avoir plus de 18 ans, une participante a été identifiée au cours de la discussion comme étant âgée de 16 ans. Elle souhaitait vivement participer et faire entendre sa voix.

Lieu	Zone spécifique (District / Arrondissement)	Nombre de survivantes participant à l'enquête
Bangui	Arrondissement 3	36
Bangui	Arrondissement 4	21
Bangui	Arrondissement 5	8
Bangui	Arrondissement 7	3
Bangui	Arrondissement 8	17
Ombela M'poko	Bégoua	66
	TOTAL	151

#### 3.3 Méthode de recherche qualitative

Afin d'étudier les expériences et les besoins des survivantes de violences sexuelles, une méthode qualitative a été choisie. Cette méthode permet d'obtenir des informations plus approfondies sur l'ampleur et l'intensité de la violence sexuelle dans la vie des individus. L'approche qualitative part du point de vue de la personne concernée sur une question ou situation sociale, dans le but de décrire et de comprendre le point de vue des participants (Babbie et Mouton, 2001). Par conséquent, un modèle qualitatif a été suivi pendant toute l'étude, tirant des données de discussions de groupe et d'entretiens approfondis (avec quatre survivantes qui ne souhaitaient pas s'exprimer au sein d'un groupe). La méthodologie du groupe de discussion met en exergue le point de vue des participantes et favorise un effet synergique par le biais de la conversation ; en effet, les participantes réagissent à ce que disent les autres et cette interaction génère des idées. Cette recherche a pris pour cadre un entretien semi-structuré mais a ensuite permis aux participantes de s'exprimer et d'influencer le débat sur chaque question. Cette méthode de recherche qualitative offre donc un forum ouvert permettant d'explorer et de mieux comprendre les besoins, les défis, les expériences et les priorités des survivantes de violences sexuelles, à partir de leur propre point de vue.

#### 3.3.1 Équipe de recherche

Une équipe de 12 assistantes de recherche a reçu une formation, dirigée par la chercheuse principale, sur la façon de poser les questions et d'animer efficacement les discussions de groupe. Cette formation intensive couvrait la collecte de données ainsi que les aspects d'empathie, d'éthique et de confidentialité pour traiter les questions ultrasensibles de la violence sexuelle et travailler avec des survivantes encore traumatisées. Elle couvrait également les aptitudes à l'écoute et les compétences de base en matière d'accompagnement psychologique. Il convient de noter que plusieurs assistantes de recherche qui ont suivi cette formation connaissaient personnellement des survivantes au sein de leur propre famille et que la plupart d'entre elles offraient déjà un accompagnement psychologique et s'occupaient de filles et de femmes traumatisées dans leur secteur. Ces assistantes de recherche étaient toutes membres de communautés religieuses, à savoir, trois musulmanes, trois catholiques et six protestantes de différentes confessions et participaient toutes à des activités de leadership (essentiellement en tant que dirigeantes de groupes pour les femmes au sein de leur Église ou mosquée).

Ces assistantes de recherche travaillaient en binôme, deux chercheuses par groupe de discussion. Cela, afin de faciliter le processus de recherche et de documentation, de favoriser l'entraide et d'améliorer la redevabilité et la vérification des données.

#### 3.3.2 Collecte des données

La recherche a eu lieu en avril et mai 2015. Les groupes de discussion et les entretiens ont eu lieu en français ou en sango, au choix des participantes, et la collecte des données et le regroupement des informations tirées des groupes de discussion ont été effectués en français par les assistantes de recherche. Le contenu de cette recherche étant très sensible, les assistantes n'ont pas utilisé de matériel d'enregistrement. Elles ont pris des notes pendant les discussions avec les personnes interrogées, en écoutant attentivement et en notant les éléments les plus importants du récit de chaque participante pendant la séance de discussion en groupe. Dans la mesure du possible, leurs paroles ont été retranscrites verbatim, mais les répondantes n'ont

pas été identifiées et les citations n'ont pas été attribuées afin de garantir la confidentialité. Les assistantes travaillaient en binôme afin que l'une puisse animer la discussion pendant que l'autre écoutait et prenait des notes.

Les questions spécifiques utilisées pour structurer la discussion étaient les suivantes :

- Définition de la violence sexuelle basée sur le genre
- Pourquoi ne veut-on pas en parler ?
- Comment la violence sexuelle a-t-elle affecté votre vie ?
- De quoi une survivante a-t-elle besoin pour guérir ? (besoins urgents et besoins continus)
- Quel pourrait être l'importance d'un mouvement de survivantes de violences sexuelles ?
- Quel pourrait être le rôle des communautés religieuses dans la lutte contre les violences sexuelles ?

Chacune de ces questions a fait l'objet de discussions au sein du groupe. Chaque participante avait la possibilité de répondre, puis les assistantes de recherche posaient des questions supplémentaires sur les points soulevés, afin d'obtenir des détails sur leur histoire, leurs réflexions et leur expérience, de faire ressortir des thèmes communs et de prendre des notes. Les participantes avaient été informées, avant le début de la discussion, que leurs propos seraient pris en note afin que les informations clés, leurs réflexions et leur histoire soient enregistrées pour cet exercice de cartographie. L'avantage de transcrire toutes les notes d'entretien est que cela a permis à la chercheuse principale (qui n'était pas présente) d'avoir un contact direct avec les données (De Vos, 2002).

L'équipe de recherche a réalisé un processus de vérification des données qui consistait à relire les transcriptions aux participantes à la fin de chaque discussion de groupe, afin qu'elles les approuvent et puissent y apporter des modifications. Les participantes avaient également la possibilité d'abandonner la recherche à tout moment si elles le souhaitaient. Dans deux zones géographiques, certaines participantes se sont retirées de la recherche.

Après chaque séance, les participantes avaient la possibilité de parler à un conseiller, pour évacuer la douleur émotionnelle qu'elles portaient en elles depuis un certain temps et qui aurait pu être ravivée par la discussion.

#### 3.3.3 Analyse des données

Par le biais de l'analyse des données, les données brutes sont synthétisées et les résultats clés sont identifiés afin d'établir un cadre pour diffuser et communiquer l'importance des conclusions de la recherche (Patton, 2002). Lorsque les discussions de groupe ont été terminées, le personnel de Tearfund chargé de l'exercice de cartographie a réuni l'équipe des assistantes de recherche locales et ensemble, ils ont vérifié les principaux récits et ont identifié des concepts. Les citations et les récits ont été traduits en anglais pour permettre à la chercheuse principale de regrouper des thèmes communs à partir des données et de les analyser.

L'équipe de recherche a adopté l'approche de l'analyse des données de Tesch (1990: 154-156 citée dans De Vos, 2002), étayée par le programme d'entretien semi-structuré. Les étapes de l'analyse des données étaient les suivantes :

- Étude des transcriptions par l'équipe de recherche et identification de thèmes communs.
- Utilisation de l'analyse thématique dans le cadre de laquelle, pour chaque question clé, les principaux thèmes étaient résumés, y compris les indices non-verbaux. Une carte conceptuelle a été tirée des séances de discussion en groupe.
- Analyse et interprétation par la chercheuse principale, retour aux données et utilisation de ces thèmes principaux pour identifier les catégories et les sous-catégories finales, en tenant compte des liens entre les catégories et la langue commune et en regroupant les données selon ces catégories.
- L'équipe de recherche a fourni une discussion analytique en illustrant et interprétant les données. Bien que cette analyse puisse être subjective, les interprétations sont aussi utiles car l'équipe de recherche était locale et participait pleinement à chaque étape de cette recherche.
- Les chercheuses ont comparé ensuite les thèmes analysés avec les transcriptions pour s'assurer qu'aucune donnée clé n'avait été oubliée.

#### 3.3.4 Gestion des données

Le processus et l'objectif de la recherche et de la collecte de toutes les données ont été expliqués à tous les groupes de discussion et toutes les participantes à la recherche ont signé des formulaires de consentement. Les copies papier de toutes les transcriptions et les informations associées sont gardées en lieu sûr par Tearfund. Ces données seront conservées pendant deux ans à compter de la fin de la recherche. L'équipe de recherche a signé un accord de confidentialité avec Tearfund avant de participer à la recherche. Toutes les données électroniques sont conservées sur un ordinateur personnel protégé par un mot de passe auquel seule l'équipe de recherche a accès. De plus, aucun nom ni aucune information personnelle n'apparaît dans les transcriptions ou dans le rapport. Un code a été attribué à chaque témoignage dactylographié et les transcriptions ont été sauvegardées dans des fichiers protégés par un mot de passe sur l'ordinateur de la chercheuse.

#### 3.4 Principes éthiques

Dans ce projet de recherche de cartographie, toute l'équipe de recherche a respecté les exigences éthiques clés pendant toute la durée du projet, telles que spécifiées par le Medical Research Council d'Afrique du Sud (2003), afin de garantir la protection et le respect de toutes les participantes. Cela était tout particulièrement important étant donné la nature sensible de la recherche et la vulnérabilité des participantes. Parmi les principes éthiques suivis :

#### 3.4.1 La participation volontaire et le consentement éclairé

L'équipe de recherche a clairement expliqué par avance à toutes les participantes la nature et le processus de la recherche, comment elle serait utilisée et a insisté sur le fait que leur participation était entièrement volontaire. On a rappelé aux participantes qu'elles étaient libres de cesser de participer à tout moment, y compris à la fin, lorsque les notes de discussion seraient relues pour vérifier qu'il n'y ait pas d'erreur. L'équipe de recherche a également informé les participantes du fait qu'elles avaient le droit de refuser de répondre à certaines questions. L'équipe de recherche a obtenu le consentement éclairé de toutes les participantes. Les coordonnées de l'équipe de recherche ont été fournies aux participantes au cas où elles auraient des questions.

#### 3.4.2 Confidentialité

On a demandé aux participantes de maintenir la confidentialité de toutes les informations et de ne rien divulguer des discussions menées au sein du groupe. Les assistantes de recherche ont également signé un accord de confidentialité. Les répondantes ont été assurées du fait que ni leur nom, ni celui de leur organisation n'apparaîtrait dans le rapport de recherche. Le droit à l'anonymat a été respecté et toutes les données de recherche rassemblées par l'équipe sont demeurées entièrement anonymes et confidentielles, aucune réponse n'ayant été associée au nom ou au lieu de refuge des participantes. Les entretiens ont eu lieu dans un espace privé et seules l'équipe de recherche et les participantes étaient présentes. Les participantes savaient également que les données seraient protégées et stockées dans un lieu privé et que seule l'équipe de recherche pourrait y accéder.

#### 3.4.3 Ne pas nuire

Reparler d'événements traumatisants peut aggraver le traumatisme des survivantes. L'équipe de recherche s'inquiétait également du fait qu'au vu de la nature récente du conflit et des crimes dont les survivantes avaient été victimes, certaines révélations dans le cadre des groupes de discussion puissent être dangereuses si les auteurs de ces crimes étaient connus ou occupaient des postes de pouvoir. Veiller à ce qu'aucun mal n'arrive aux participantes de la recherche était une préoccupation centrale de cette recherche. Les participantes ont été informées du contenu et de l'impact potentiel de la recherche, afin de décider en toute connaissance de cause si elles souhaitaient ou non y participer. Celles qui ne se sentaient pas à l'aise pour parler en public avaient le choix de participer à des entretiens individuels. Au cours des discussions, personne n'était obligé de répondre ou de participer à un sujet particulier. Toutes les discussions de groupe se sont déroulées dans un lieu sécurisé où personne ne pouvait entendre ou interrompre les participantes. Les partenaires organisèrent des prises en charge au cas où les participantes auraient besoin d'un soutien psychologique.

#### 3.5 Difficultés et limites

Plusieurs difficultés ont été rencontrées lors de la mise en œuvre de cette étude et les résultats ont donc été en partie limités.

#### 3.5.1 Accès

La méthodologie suivie nécessitait que chaque groupe de chercheuses entre en contact avec les autorités locales et religieuses dans la zone qui leur avait été attribuée. Ces autorités devaient alors faciliter l'accès des assistantes de recherche aux survivantes de violences sexuelles au sein de leur communauté. Cela a eu lieu comme prévu dans la plupart des arrondissements, sauf dans l'arrondissement 4 où le maire refusa dans un premier temps d'apporter son aide, au motif qu'il n'avait pas été correctement consulté à l'avance. L'équipe a réussi à surmonter cette difficulté en travaillant avec des chefs religieux et d'autres leaders traditionnels du quartier pour accéder aux survivantes. À Bégoua, le travail de l'équipe a été temporairement interrompu en raison de l'insécurité locale, suite à des manifestations contre les fournisseurs d'énergie pour un meilleur traitement dans le programme de la distribution d'électricité, entraînant des perturbations dans la circulation et quelques fusillades. Le travail a continué après cela, mais les chercheuses se sont alors heurtées à une autre difficulté due à la vaste superficie géographique qu'il était impossible de couvrir dans les délais.

Il a été convenu pendant la formation des chercheuses que pour des raisons de sécurité, les assistantes de recherche musulmanes ne se rendraient que dans l'arrondissement 3 et 7, car en raison du conflit, les gens leur seraient hostiles dans tous les autres arrondissements.

#### 3.5.2 Disponibilité

Dans l'arrondissement 5, l'une des assistantes de recherche s'est absentée pendant un certain temps en raison d'un décès familial, tandis que dans l'arrondissement 7, l'une des assistantes de recherche a eu un problème médical pendant la recherche sur le terrain, ce qui a limité le travail dans cette localité.

#### 3.5.3 Inclusivité

Bien que tous les efforts aient été mis en œuvre pour atteindre un large éventail de participantes représentant différentes populations, il est admis que dans de nombreux cas les femmes musulmanes refusaient de participer, c'est pourquoi le nombre de femmes musulmanes représenté dans l'échantillon est limité.

#### 3.5.4 Attentes de la population

Une autre difficulté identifiée, en particulier par les survivantes de Bégoua, est que de nombreuses ONG viennent faire des enquêtes et des évaluations de besoins sans que rien ne soit prévu pour la population touchée qui n'en tire aucun bénéfice à long terme. Elles insistaient en particulier sur le besoin urgent d'un soutien matériel pour les survivantes vulnérables qui vivent avec le VIH. Bien que l'objectif (et les limites) de la recherche ait été clairement expliqué à toutes les participantes potentielles dans chaque cas, avant même le lancement des groupes de discussion, pour éviter de susciter des attentes, c'est une préoccupation que Tearfund prend au sérieux. Suite à cette recherche, Tearfund compte travailler avec les partenaires locaux et les groupes religieux locaux, en collaboration avec d'autres parties prenantes et prestataires de service locaux pour encourager et soutenir une réponse holistique afin de répondre aux besoins des survivantes dans leurs communautés.

#### 3.5.5 Représentativité

Il est admis qu'étant donné l'échantillon limité de participantes et la zone géographique couverte, cette recherche ne peut être considérée comme automatiquement représentative de la situation dans toute la République centrafricaine ou de toutes les survivantes de violences sexuelles dans ce pays. On note que les hommes et les garçons, ainsi que les filles, peuvent être victimes de violences sexuelles bien que cette étude se concentre uniquement sur les femmes adultes. Cependant, dans la limite des possibilités et au vu des contraintes pratiques de temps et de coûts relatives à ce projet, on pense que les résultats de la recherche donnent des informations précieuses, quoique subjectives, sur la situation et les perspectives des survivantes dans la crise actuelle. On note que les résultats sont assez cohérents d'un groupe de discussion à l'autre, bien qu'ils comprennent des femmes d'âge, de situation économique et de confession différents.

# **4 RÉSULTATS DE LA RECHERCHE**

#### 4.1 Introduction

Au total, 151 femmes survivantes de violences sexuelles, chrétiennes et musulmanes, ont participé à cette étude. Les discussions de groupe étaient animées par des assistantes de recherche formées, représentant les différentes communautés religieuses de la région. Plusieurs d'entre elles participaient déjà activement au soutien de survivantes. Le fait de travailler avec des chercheuses locales provenant des communautés touchées a permis aux participantes d'être plus ouvertes sur ces questions très sensibles et taboues.

Les résultats de la recherche ont été organisés selon les sujets de discussion et les thèmes communs qui se dégageaient, tirés de l'analyse des données de tous les groupes. Dans la mesure du possible, le contenu et l'analyse ont été réduits au minimum et des citations directes tirées des groupes de discussion ont été utilisées afin que les témoignages des survivantes parlent d'eux-mêmes.

**Avertissement :** Il faut noter que ces témoignages sont souvent graphiques et brutaux et reflètent les réalités de l'expérience et de l'impact de la violence subie par les femmes qui s'expriment.

#### 4.2 Ce que les survivantes entendent par violence sexuelle

#### 4.2.1 Une brutalité extrême et qui met la vie en danger

Lorsqu'on leur demande de définir ou d'expliquer ce qu'elles entendent par violence sexuelle, toutes les femmes participant aux groupes de discussion et aux entretiens individuels déclarent qu'il s'agit d'une forme de brutalité très douloureuse et traumatisante imposée de force aux femmes. La plupart décrivent de violents actes de viol par des inconnus et beaucoup insistent sur le fait que les violences sexuelles peuvent conduire à la mort.

- « La violence sexuelle est un rapport sexuel forcé, sans consentement. » ARRONDISSEMENT 5
- « C'est un crime impardonnable. » ARRONDISSEMENT 3
- « C'est un acte cruel et une humiliation... une personne peut même mourir. » ARRONDISSEMENT 7
- « C'est une torture morale, physique tendant à détruire la vie de l'autre.» ARRONDISSEMENT 5
- « Sept Sélékas m'ont attaquée dans ma maison. Ils m'ont obligée à sucer leur pénis, comme j'ai refusé, un d'entre eux a introduit son pénis par force dans ma bouche pendant que l'autre me violait. Ensuite, ils m'ont tournée pour me violer par l'anus. Ma vie est complètement détruite, j'attends seulement la mort. » BÉGOUA

Les auteurs de ces crimes sont souvent décrits comme des « bourreaux » ou des « assassins ». Certaines participantes insistent de manière explicite sur la nature humiliante et déshumanisante de la violence, aussi bien pour les auteurs du crime que pour les survivantes, en utilisant l'image d'un animal.

- « La femme pendant la violence sexuelle est traitée comme une chienne et son corps n'est pas respecté. » ARRONDISSEMENT 8
- « Les assassins viennent coucher avec les femmes d'autrui comme font les chiens. » ARRONDISSEMENT 5
- « On a l'impression d'être semblable à un animal, car l'homme qui abuse de toi fait tout ce qui lui vient en tête et ressemble aussi à un animal. » ARRONDISSEMENT 8

#### 4.2.2 Dans le cadre d'un conflit : viols collectifs par des combattants armés

La plupart des femmes établissent un lien explicite entre les violences sexuelles dont elles ont été victimes et l'actuel conflit en République centrafricaine, et les auteurs de viols sont le plus souvent décrits comme des soldats armés de la Séléka ou des combattants Antibalakas. Dans les six régions où les groupes de discussion ont été organisés, de nombreuses femmes ne décrivent pas leur viol comme l'acte d'un seul individu, mais parlent de viol collectif mettant en scène de nombreux assaillants armés. De nombreuses survivantes font part d'expériences de viol collectif et de sodomie, dans certains cas huit hommes violant la même femme en public. Plusieurs d'entre elles racontent que les viols s'inscrivaient dans un contexte de violence plus large, les auteurs du viol ayant également tué des membres de leur famille.

Le nombre de survivantes participant à la recherche et la brutalité des viols si souvent décrite par les participantes, donnent une idée de la banalisation des violences sexuelles pendant le conflit en République centrafricaine. Plusieurs survivantes qui ont fait part de leur histoire mentionnent ne pas avoir été violées une seule fois, mais à plusieurs reprises et à des moments différents.

« Je suis une fille musulmane, mon papa avait fui, les voisins ont indiqué aux Sélékas que j'étais cachée dans la maison. Sept Sélékas m'ont violée dont trois par la voie génitale, deux par la bouche et deux par l'anus. » BÉGOUA

« Je suis mariée avec quatre enfants et une grossesse de sept mois. Trois Antibalakas sont venus me violer, l'un du côté de l'anus et les deux autres m'ont violée par la voie génitale. » BÉGOUA

Ils ont tué mon fils et mes petits-enfants et ensuite ils m'ont violée tous les sept à tour de rôle en me sodomisant brutalement ; ils ont mis leur pénis dans chaque ouverture de mon corps y compris mes oreilles, ma bouche, me forçant à sucer leur pénis pendant que d'autres me pénétraient par l'anus. Ils ont éjaculé sur moi, se sont moqués de moi, m'ont insultée et je saignais énormément. Il n'y avait personne pour m'aider. » BÉGOUA

« Les Antibalakas l'ont surprise et l'ont accusée d'être en train de donner des informations aux Sélékas, puis l'ont tabassée, puis violée. » ARRONDISSEMENT 8

« Les femmes sont prises comme cible de la crise... Nous sommes victimes et pourtant nous ne sommes pas à l'origine de cette crise. » ARRONDISSEMENT 3

Outre ces attaques violentes et viols collectifs par les groupes armés, des cas d'enlèvement et d'esclavage sexuel sont également mentionnés. L'une des participantes raconte qu'elle a été kidnappée par les Sélékas qui l'ont gardée pendant un an dans la forêt et se servaient d'elle comme esclave sexuelle. Tous les hommes la violaient jour et nuit, sans que personne ne vienne à son aide. Elle est anéantie et porte beaucoup de traces de cette brutalité dans sa vie.

#### 4.2.3 La honte

Lorsqu'elles définissent les violences sexuelles, la plupart des survivantes décrivent non seulement un impact physique, mais insistent également sur le profond sentiment de honte et le traumatisme à long terme qu'elles ressentent. Cela s'explique en particulier par le fait que de nombreux viols ont eu lieu devant des membres de la famille ou en public.

- « C'est un acte barbare dont est victime une femme innocente et qui la dépouille de sa dignité la plus profonde et de son caractère le plus sacré! La personne est abasourdie... » ARRONDISSEMENT 3
- « Le viol est une torture morale et physique qui détruit lentement et systématiquement la vie de la victime. » ARRONDISSEMENT 5
- « Pendant un viol, le corps de la femme est violenté, il n'est pas respecté comme il se doit et cela laisse non seulement des blessures physiques mais aussi des cicatrices émotionnelles qui ont beaucoup de mal à guérir. La violence sexuelle rend la femme plus fragile et elle ne peut jamais effacer cette expérience de sa mémoire, toutes ces expériences traumatisantes restent ancrées dans son esprit pour le reste de sa vie. » ARRONDISSEMENT 8
- « C'est salissant, on a honte, on a perdu notre dignité, notre personnalité. » ARRONDISSEMENT 3

« Cela vous couvre de honte ainsi que vos enfants parce que les viols collectifs ont eu lieu en présence de nos enfants et nous étions impuissantes et détruites. » ARRONDISSEMENT 4

Un groupe de discussion composé de femmes plus âgées décrit les expériences de viol comme un acte déshumanisant, d'autant plus répugnant que les auteurs de ces viols étaient des hommes jeunes, de l'âge de leurs propres enfants ou petits-enfants.

« Quand on est violée par les garçons qui ont l'âge de nos enfants, c'est-à-dire quoi ? » ARRONDISSEMENT 3

Lié à ce profond sentiment de honte, de nombreuses survivantes décrivent les violences sexuelles comme quelque chose qui les isole des autres et les empêche d'obtenir de l'aide.

- « C'est quelque chose qui vient fragiliser la vie de la survivante, ça donne l'impression d'être dans un monde où les gens ne sont pas écoutés ou aidés. » ARRONDISSEMENT 8
- « La violence sexuelle te met à l'écart, tu es marginalisée, sans droit et sans protection. » ARRONDISSEMENT 8

# 4.3 Pourquoi les survivantes ne veulent-elles pas parler de leur expérience ?

Dans tous les groupes de discussion, les femmes expriment leur colère, parce qu'elles considèrent que ce qu'elles ont subi est inadmissible et qu'elles ne sont pas protégées dans leur propre pays, où elles devraient être en sécurité. Pourtant, très peu d'entre elles acceptent de parler de leur viol ou cherchent à obtenir officiellement justice. La plupart d'entre elles disent qu'elles n'ont rien dit parce qu'elles ont peur et honte et parce qu'elles ne font pas confiance au système judiciaire en République centrafricaine.

#### 4.3.1 La honte

La plupart des survivantes déclarent qu'elles ressentent un terrible sentiment de honte et d'humiliation en raison de ce qui leur est arrivé et mais aussi face aux réactions des autres à leur statut de survivantes de violences sexuelles, et cela les empêche souvent de faire part de leurs expériences.

- « Nous avons peur d'en parler parce que nous nous sentons humiliées et blessées... nous sommes démoralisées, nous n'avons pas le courage de parler! » ARRONDISSEMENT 7
- « C'est une honte, je ne peux pas oublier, je suis traumatisée. » BÉGOUA
- « À force d'en parler tu perds ta dignité. » ARRONDISSEMENT 4
- « J'ai peur d'aller à l'hôpital par honte car je suis déjà infectée. Je suis traumatisée, d'ici peu je vais mourir. » ARRONDISSEMENT 7
- « Sentiment de honte et d'humiliation, de haine de soi. » ARRONDISSEMENT 5

#### 4.3.2 Peur des représailles

Plusieurs participantes expriment un sentiment d'insécurité et ont peur de parler, car elles ne savent pas ce qu'on leur ferait si elles mentionnaient les atrocités qui leur ont été infligées pendant le conflit. Certaines femmes ont peur d'être à nouveau violées pour les punir d'avoir parlé. Certaines craignent d'être ridiculisées, jugées ou que l'on se moque d'elles. Certaines déclarent que ces viols collectifs ont eu lieu en public. Par conséquent, toute victime de viol qui dénonce son agression se met en danger ainsi que sa famille, parce que les gens savent qui l'a agressée. Certaines survivantes disent que leurs agresseurs occupent aujourd'hui une position de pouvoir et qu'il leur est donc très difficile de les accuser. Beaucoup de gens ont été tués, par conséquent les survivantes ressentent une peur viscérale. Elles veulent vivre paisiblement avec leur famille sans autre conflit.

« Les acteurs de ces violences sont libres, ils sont partout, on a peur d'être violée ou violentée pour une seconde fois. » ARRONDISSEMENT 3

#### 4.3.3 Peur de la stigmatisation, de l'exclusion sociale et de l'abandon

En général, en République centrafricaine une femme qui a été violée est mise à l'index. Il lui est donc très difficile de parler de son expérience. Cette stigmatisation est si forte que de nombreuses survivantes sont abandonnées et rejetées par leurs familles et communautés. Les répondantes de l'arrondissement 8 mentionnent que lorsqu'une femme est violée, la communauté la tient souvent pour responsable et dans la plupart des cas, elle est traitée comme une « femme légère » ou une prostituée. La communauté ne lui offre aucun soutien ou empathie.

- « Parce que j'ai peur et honte d'être stigmatisée. » ARRONDISSEMENT 5
- « On vous appelle 'femme des Sélékas'. Les gens vous montrent du doigt et font des commérages ; ils ne veulent plus avoir de relations avec vous, vous devenez marginalisée au sein de la communauté et cela peut même affecter vos enfants. » ARRONDISSEMENT 8
- « C'est difficile d'en parler parmi les jeunes de peur qu'ils ne me doigtent. » ARRONDISSEMENT 4
- « La famille ne veut pas qu'en dehors du cercle familial quelqu'un d'autre ne sache ce qui m'est arrivé et qu'il se moque de moi. » ARRONDISSEMENT 5

De nombreuses personnes interrogées déclarent qu'en raison de cette stigmatisation et de ce traumatisme, les maris rejettent leurs femmes violées et par conséquent, un grand nombre de femmes sont abandonnées par leurs maris. Il est donc encore plus difficile pour les femmes de dire qu'elles ont été violées, car elles risquent de perdre leur famille et leur mari. Une survivante de l'arrondissement 4 décrit comment elle a été rejetée par son mari et par plusieurs membres de sa famille qui ne parviennent plus à communiquer avec elle à cause de ce qu'elle a vécu, et dit qu'elle se sent abandonnée.

- « C'est difficile de parler de ces expériences parce qu'elles sont honteuses et vous déshumanisent en tant qu'être humain. Au début, je ne voulais pas en parler mais j'ai fini par le dire à mon mari qui s'est mis très en colère et m'a quittée. » ARRONDISSEMENT 4
- « Mon mari m'a quittée parce que j'ai été victime d'un viol collectif par un groupe de Sélékas en sa présence. » BÉGOUA

À Bégoua, une femme raconte que sa sœur l'a chassée après avoir appris qu'elle avait été victime d'un viol collectif par les Sélékas. Elle dit que sa sœur avait peur que le groupe de Sélékas revienne pour la chercher et pensait que sa vie serait également en danger. Elle est encore plus anéantie par le fait d'avoir été abandonnée par un membre de sa famille et elle n'a nulle part où aller pour être en sécurité.

#### 4.3.4 Futilité : un système judiciaire faible et un manque de services de soutien

La colère et l'impuissance des survivantes sont exacerbées par le fait qu'elles savent que les auteurs de ces crimes ne seront pas punis. En effet, elles considèrent que le système judiciaire en République centrafricaine est très clément dans les cas de viol. Elles ajoutent qu'étant donné que ces viols ont eu lieu en temps de conflit, il est encore plus difficile de demander réparation car aucune structure claire n'existe pour que justice soit faite. Certaines s'inquiètent du fait que le système judiciaire de leur pays semble les avoir abandonnées. Dans l'un des arrondissements, les survivantes ressentent également un sentiment de frustration car elles savent que bien qu'elles aient été violées et exposées à des expériences extrêmement traumatisantes et à beaucoup d'autres formes de violences sexuelles, la peine maximum pour un viol n'est que de trois ans. Lorsque l'auteur du crime rentre au village, la survivante ne bénéficie d'aucun soutien et la présence du violeur tourmente la victime au quotidien. Les survivantes déclarent que souvent elles sont plus en danger après avoir dénoncé un crime qu'avant, ce qui explique pourquoi elles ont peur de dénoncer les violences sexuelles dont elles ont été victimes.

#### « Parce que la justice ne fait pas son travail. » ARRONDISSEMENT 3

Pourtant, elles souhaitent vivement que la justice les aide en tant que survivantes. Le groupe de discussion a identifié un besoin clé : prévoir des femmes policières spécialisées dans les cas de viol et de violences sexuelles afin qu'elles s'identifient davantage aux femmes traumatisées, évitant ainsi de les persécuter davantage. Les femmes racontent que les survivantes de viol ne sont pas traitées dignement et font l'objet de toutes sortes de mauvais traitements de la part de la police et d'autres prestataires de services liés au cas qu'elles dénoncent et pour certaines, c'est la principale raison pour laquelle elles taisent les violences dont elles ont été victimes.

Il n'existe pas de structures claires qui fournissent le soutien dont les survivantes de violences sexuelles ont tant besoin, c'est pourquoi elles préfèrent ne pas parler de ce qu'elles ont vécu. Il est important de noter que leur silence ne signifie pas pour

autant que la douleur, le traumatisme et la frustration disparaissent. Toutes les survivantes déclarent que leur douleur reste présente mais qu'elles ne pensent pas qu'il vaille la peine de l'exprimer. L'absence de justice permet aux auteurs de ces crimes de rester en liberté et encourage une culture d'impunité.

#### 4.4 Comment la vie des survivantes est-elle affectée?

Toutes les survivantes décrivent les impacts multiples et holistiques des violences sexuelles qu'elles ont subies ; non seulement un impact physique grave, mais aussi les impacts psychologique, émotionnel et social profonds et insistent sur la nature dévastatrice et durable de ces traumatismes.

- « C'est un acte qui détruit complètement la vie de quelqu'un. » ARRONDISSEMENT 5
- « C'est un grand mal qui affecte la vie de quelqu'un comme une maladie qui ne peut jamais quérir. » ARRONDISSEMENT 8
- « C'est comme si une partie de ma vie avait été enlevée... Je saigne de l'intérieur... » ARRONDISSEMENT 8

#### 4.4.1 Impact physique

De nombreuses survivantes décrivent des conséquences physiques graves, à long terme des violences sexuelles et qui mettent leur vie en danger, comme les grossesses, les fausses couches, les infections au VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles ainsi que les fistules vaginales et anales. Plusieurs survivantes des arrondissements 7 et 8 révèlent qu'elles ont eu un résultat positif au VIH après leur viol et certaines d'entre elles suivent maintenant un traitement.

« Deux hommes ont cassé la porte, m'ont trouvée alitée et ont abusé de moi. Des mois plus tard j'ai fait l'examen mon résultat est positif. » ARRONDISSEMENT 4

Une survivante explique qu'elle a été victime d'un viol collectif puis abandonnée par son mari. Elle doit maintenant élever seule ses cinq enfants et souffre de maladies chroniques, en particulier d'hypertension artérielle et de troubles de stress post-traumatique suite aux viols. Une autre femme raconte qu'elle souffre d'ulcères à l'estomac, de palpitations et de cauchemars et revit en permanence les expériences traumatisantes qu'elle a vécues.

Certaines femmes sont tombées enceinte suite au viol et la plupart du temps, il est impossible de savoir qui est le père. Dans un contexte où les violences sexuelles impliquent souvent des viols collectifs, certaines femmes participant aux groupes de discussion décrivant huit hommes s'acharnant sur une même femme, le dommage physique infligé est souvent dévastateur. Dans certains cas, ces viols collectifs endommagent l'utérus et le ventre de la femme, au point que si la femme tombe enceinte, le futur bébé meurt avant la naissance et ces fausses couches et lésions internes graves font que les survivantes ne peuvent plus avoir d'enfants. Beaucoup de femmes souffrent de fistules vaginales ou anales en raison de la violence de l'agression et de déchirures internes qui les rendent incontinentes en permanence ; elles ne sont plus en mesure de contrôler l'excrétion et sentent donc mauvais. Ce handicap chronique contribue encore à leur rejet et à leur exclusion sociale.

« Je suis mariée avec quatre enfants et une grossesse de sept mois. Trois Antibalakas sont venus me violer, l'un du côté de l'anus et les deux autres m'ont violée par la voie génitale. Trois jours plus tard, j'ai connu une fausse couche. Jusqu'alors je suis infectée. J'ai eu des déchirures partout et qui ne sont pas toujours guéries. Je souffre et il m'est difficile d'oublier ces évènements. J'en suis très traumatisée. » ARRONDISSEMENT 7

#### 4.4.2 Traumatisme psychologique

Les survivantes expliquent qu'elles vivent en état de choc permanent et sont submergées par la dépression, la confusion, la frustration et le désespoir à cause des expériences traumatisantes qu'elles ont vécues. Beaucoup ont du mal à garder l'espoir parce qu'elles ressentent une absence de direction et de sens dans la vie et parce qu'elles sont envahies par le désespoir. Plusieurs d'entre elles ont des pensées suicidaires. Beaucoup souffrent de cauchemars, d'insomnies, de flashbacks et d'autres symptômes de troubles de stress post-traumatique.

« Cela a affecté ma vie en ce que depuis que l'évènement s'est produit je manque de sommeil à partir de 1h du matin, l'heure à laquelle les 3 assaillants ont fait irruption dans la maison et l'un d'eux m'a violée. » ARRONDISSEMENT 5

« Je ressens une honte profonde, je suis traumatisée, je ne peux pas oublier cet acte très douloureux qui m'empêche d'exister! » BÉGOUA

« Ils ont tué deux de mes petits frères. Je suis veuve, mais un jour sept Sélékas sont venus dans ma maison, et tous les sept ont couché avec moi l'un après l'autre. Depuis que mon mari est mort il y a de cela 10 ans, je n'ai connu d'autre homme. J'ai déjà un âge avancé, mais chaque fois que je passe, tout le monde dit « voici la femme que les sept Sélékas ont violée ». J'ai des cauchemars tous les jours. J'appelle la mort. » BÉGOUA

« Ils sont venus dans la concession de l'église et ils étaient à la recherche de mon mari qui était pasteur. Quand ils m'ont demandé où il était, j'ai dit qu'il n'était pas là. Mais ils sont entrés dans la maison et en fouillant partout on l'a retrouvé caché sous le lit. Les autres m'ont prise en disant qu'ils vont maintenant me montrer qu'il ne faut pas mentir. Ils m'ont violée en présence de mon mari et de mes enfants, ensuite ils ont tué le pasteur. Comme il y avait partout des crépitements de balles, et sous la pluie, les enfants et moi avec l'appui des vieux voisins nous avons enterré mon mari. Je suis vraiment traumatisée, je ne peux jamais oublier cela. » BÉGOUA

« Étant malade ces jours je n'ai pas pu finir [mes études] comme les autres, mon destin est brisé. » ARRONDISSEMENT 4

« La vie n'a plus de sens. » ARRONDISSEMENT 3

#### 4.4.3 Sentiment de honte

À maintes reprises, aussi bien dans les groupes de discussion que les entretiens individuels, les survivantes expriment un profond sentiment de honte et ont l'impression d'avoir été dépouillées de leur dignité. Bien que victimes innocentes de terribles violations des droits de l'homme, elles ressentent maintenant un sentiment de honte pour elles-mêmes et pour leurs familles, qui reflète les attitudes culturelles à l'égard du viol et la terrible injustice de cette stigmatisation systématique qui porte sur la survivante plutôt que sur l'auteur de ces actes de brutalité.

- « Je ne suis plus digne de moi. » ARRONDISSEMENT 3
- « C'est une honte pour moi. » ARRONDISSEMENT 4
- « Mon mari était absent de la maison, six hommes sont entrés, ils ont décidé de coucher avec ma bellemère. Quand je leur ai dit de la laisser deux autres sont venus vers moi pour me violer. C'est une grande honte pour la famille. » ARRONDISSEMENT 4
- « Les survivantes ne sont plus comme les autres femmes, elles ont perdu leur dignité, avec une image ternie. » ARRONDISSEMENT 8

Ce sentiment de honte et ce traumatisme sont encore renforcés par le fait que les viols ont souvent lieu en public et devant des membres de la famille. Dans la plupart des groupes, des survivantes mentionnent des viols brutaux en présence d'enfants et beaucoup de femmes expriment en particulier la honte qu'elles ressentent d'avoir été violées et humiliées devant leurs enfants.

- « Les Sélékas ont fait irruption dans ma maison, en présence de mes quatre enfants ils m'ont violée. Maintenant, je suis souffrante de la gonococcie, je suis toujours paniquée, c'est une grande honte. » ARRONDISSEMENT 4
- « Mon mari étant militaire, en voyant sa photo au salon, ils ont déchiré la photo, puis m'ont brutalisée et m'ont violée. J'ai été surprise à la maison. Devant mes deux enfants j'ai été violée. C'est une grande honte. » ARRONDISSEMENT 4

On ne peut sous-estimer l'impact sur ces enfants de l'exposition à cette violence extrême et du traumatisme causé par le fait d'avoir été témoins du meurtre ou du viol d'êtres chers et de voir leurs parents et protecteurs maltraités et impuissants.

#### 4.4.4 Perte d'un mari et d'enfants

Les répondantes des six zones géographiques sur lesquels porte la recherche sont toutes d'accord sur le fait que l'une des plus grandes difficultés auxquelles elles sont confrontées est leur abandon suite au viol, surtout parce que certains maris sont incapables de faire face au traumatisme du viol de leur épouse. Beaucoup de survivantes n'ont pas le choix de garder le silence ou de cacher ce qui leur est arrivé parce que de nombreux viols ont lieu devant des membres de leur famille ou en public. D'après les participantes, la véritable difficulté consiste à affronter leur famille ou le voisinage après ces expériences atroces. Certaines personnes préfèrent s'enfuir et commencer une vie nouvelle ailleurs, mais ce n'est pas facile car elles sont confrontées à d'énormes problèmes socio-économiques. Souvent, les maris et les membres de la famille de sexe masculin sont contraints d'assister, voire de participer, à ces actes de violence et sont tués s'ils refusent ou après l'agression, si bien que les survivantes sont également confrontées au deuil.

- « Ils ont tué mon fils parce qu'il a demandé pourquoi vous faites cela à ma maman. » BÉGOUA
- « Ils ont pris mon mari, ils l'ont attaché avec des cordes afin que l'on me viole en sa présence. Ils m'ont violée tour à tour au nombre de huit. J'ai perdu connaissance et ils ont amené enfin mon mari pour le tuer. Ma condition de vie et des enfants est vraiment catastrophique, je ne fais rien. » ARRONDISSEMENT 8

« J'avais une fille de huit mois, quand les Sélékas sont entrés. Ils m'ont demandé de déposer mon enfant par terre. Ils ont obligé à mon papa de coucher avec moi, mon papa a refusé et tout d'un coup ils l'ont tué. Ensuite, ils ont demandé à mon mari de commencer à faire le rapport sexuel avec moi en leur présence, mon mari a refusé, ils l'ont aussi tué. Ensuite, un d'entre eux a pris son pénis et l'a introduit dans la bouche du bébé, alors que les autres couchaient avec moi. Pendant que je criais, l'enfant aussi pleurait, ensuite elle s'était évanouie et elle est partie pour de bon. J'ai eu des déchirures partout. Avec la mort de mon père, mon mari et mon bébé, et moi-même souffrante, je ne saurai jamais oublier ce qui m'est arrivé, je me demande pourquoi je dois continuer à vivre. Je m'étais réfugiée chez ma grande sœur qui elle aussi m'a chassée après quelque temps avec mes deux autres petits enfants, disant qu'elle ne veut pas avoir des problèmes avec les Sélékas à cause de moi. » BÉGOUA

#### 4.5 De quoi les survivantes ont-elles besoin pour guérir?

Malgré ces expériences horribles, les survivantes de tous les groupes parviennent à envisager un parcours vers la guérison et à exprimer leurs espoirs pour l'avenir plutôt que de se laisser aller au désespoir. Elles parlent de leurs besoins personnels pour pouvoir repartir de zéro. Le courage et la détermination dont font preuve ces femmes nous permettent d'espérer et d'envisager de nouvelles possibilités de reconstruction des communautés en République centrafricaine, malgré la dévastation du conflit. Toutes les survivantes réclament la paix ; elles expliquent chacune à leur manière que le conflit en République centrafricaine a détruit leur vie actuelle et future et celle de leurs enfants. Elles mentionnent également une aide individuelle pratique.

« Le gouvernement et la justice doivent reprendre leurs responsabilités... pour que nous puissions retrouver la paix. » ARRONDISSEMENT 3

#### 4.5.1 Appui financier

Beaucoup de survivantes vivent dans le besoin et ne bénéficient d'aucun soutien financier, et leur situation est souvent une conséquence directe du viol et de la violence qu'elles ont subis. Les survivantes mentionnent clairement que le processus de guérison doit s'accompagner d'un appui économique tangible afin de leur permettre de satisfaire leurs besoins de base et de reprendre une vie normale. Plusieurs survivantes souhaitent créer une petite entreprise pour pouvoir être indépendantes financièrement, ce qui indique un désir positif de construire un avenir pour elles-mêmes et leurs familles, plutôt que de se laisser gagner par un sentiment d'impuissance ou de sombrer dans le désespoir. Beaucoup souhaitent retourner à l'école pour terminer leurs études ou payer les frais de scolarité de leurs enfants.

- « Nous avons besoin d'un centre qui aura pour objectif de prendre en charge gratuitement les victimes sur le plan sanitaire et un appui financier pour les activités génératrices de revenus. » ARRONDISSEMENT 3
- « J'ai besoin d'un appui financier pour faire un peu de commerce afin de trouver les frais scolaires. » BÉGOUA

- « En tant qu'élève j'ai beaucoup de difficultés à reprendre les cours. J'avais beaucoup de courage, mais vu l'éloignement de mon établissement je suis toujours stigmatisée en cours de route, et j'ai décidé de rester à la maison. » ARRONDISSEMENT 3
- « J'ai besoin de la prière et d'une assistance financière pour faire le commerce afin de subvenir aux besoins de mes enfants. » ARRONDISSEMENT 5
- « Je n'ose pas demander à mon mari pour mes besoins personnels car il ne veut plus de moi à cause de ce viol. » ARRONDISSEMENT 5

Le fait d'étudier et de travailler représente une forme de guérison, car c'est un investissement dans l'avenir. Une survivante qui est capable de travailler et de gagner de l'argent pourra subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, et en contribuant à la communauté, elle sera souvent mieux acceptée. Cependant, d'autres survivantes mentionnent qu'elles souhaitent obtenir un soutien financier pour pourvoir partir et commencer une nouvelle vie.

- « Par manque de moyen je suis obligée de rester dans la maison conjugale, sinon je préférerais quitter pour un autre quartier. Toutefois, je suis hypertendue. » ARRONDISSEMENT 4
- « Il fallait que je quitte le quartier car chaque fois que je passe on me doigte. » BÉGOUA

#### 4.5.2 Accès aux services : médicaux et juridiques

La plupart des participantes mentionnent la nécessité de recevoir des soins médicaux et réclament une aide pour bénéficier des soins dont elles ont besoin après leur agression. La plupart mentionnent un manque d'argent mais pour certaines, les obstacles à l'accès aux services médicaux essentiels ne sont pas purement financiers. Parmi ces obstacles, les survivantes mentionnent la peur et la honte et souhaitent que quelqu'un les soutienne et les accompagne pour accéder à ces services.

- « Je voudrais aller à l'hôpital. » ARRONDISSEMENT 7
- « J'ai besoin d'un suivi médical, mais les examens médicaux et les médicaments sont chers. » BÉGOUA
- « Nous avons besoin de soins médicaux, d'examens approfondis et d'une assistance financière car en plus du viol nous avons tout perdu. » ARRONDISSEMENT 8
- « Si j'ai quelque chose pour acheter la nourriture, les médicaments et avec la prière je pourrais me sentir quérie. » BÉGOUA
- « Jusqu'à présent je ne me suis pas présentée dans un centre médical faute de courage, j'ai besoin de votre assistance pour une guérison morale et physique. » ARRONDISSEMENT 4

Plusieurs survivantes mentionnent également l'accès à la justice. Bien qu'elles sachent qu'actuellement le système judiciaire en République centrafricaine est faible, elles veulent que les choses changent et que les auteurs d'atrocités rendent des comptes.

- « Il faut que le gouvernement fasse son travail de punir les gens qui m'ont fait du mal. » BÉGOUA
- « Le gouvernement doit mettre l'accent sur l'impunité et les attaquants doivent être traduits en justice. » ARRONDISSEMENT 5

#### 4.5.3 Appui psychosocial: soutien psychologique et prière

Il ressort de tous les groupes de discussion qu'une assistance pratique comme une aide financière ou médicale n'est pas suffisante pour guérir, étant donné que les impacts de la violence vont au-delà de l'aspect purement physique, comme mentionné ci-dessus (4.3). L'une des survivantes décrit la violence sexuelle comme suit :

« Une plaie ouverte qui saigne encore. Même si on nous donnait de l'argent et que l'on n'est pas prise en charge sur le plan médical, l'hémorragie persistera toujours. » ARRONDISSEMENT 3

Étant donné le traumatisme psychologique grave subi par les survivantes et l'impact à long terme de ce traumatisme, la plupart d'entre elles mentionnent un appui psychosocial parmi les outils dont elles ont besoin pour guérir. Un accompagnement

psychologique est nécessaire. En effet, étant donné la gravité de ces expériences, il est clair que ces femmes ont des problèmes cliniques qui nécessitent l'aide de professionnels spécialisés, pour leur permettre d'évacuer leur traumatisme.

- « Je veux surmonter le traumatisme. » ARRONDISSEMENT 3
- « J'ai besoin des conseils, une aide sanitaire. » ARRONDISSEMENT 4
- « Pour être quérie, nous voulons une prise en charge psychosociale, médicale et judiciaire. » ARRONDISSEMENT 3

Un point commun entre tous les groupes est le besoin spécifique d'un soutien spirituel sous forme de prières. De nombreuses participantes mentionnent le besoin de prières, de soutien psychologique et de guérison de la part de la communauté religieuse pour pouvoir commencer à guérir.

- « J'ai besoin de beaucoup de prières. » ARRONDISSEMENT 7
- « J'ai besoin d'une guérison spirituelle et physique. Que Dieu me donne la force de pardonner. » BÉGOUA
- « Nous avons besoin de la prière, des conseils, de l'assistance et du soutien de nos proches. » ARRONDISSEMENT 8
- « Je vais être guérie par la prière et en partageant avec les autres dans la prière je pourrais être guérie. Que les autres frères et sœurs puissent aussi prier pour moi. » BÉGOUA
- « C'est seulement la prière qui peut m'aider à guérir. » BÉGOUA

#### 4.6 Un mouvement de survivantes serait-il utile?

La majorité des participantes, dans tous les groupes de discussion, accueillent positivement l'idée d'un mouvement de survivantes. Cependant certaines opinions négatives et craintes sont également exprimées à ce sujet.

#### 4.6.1 Risque d'exposition

Certaines des participantes ne pensent pas qu'un tel mouvement soit bénéfique. En effet, elles craignent d'être identifiées en tant que survivantes et d'être exposées au ridicule et à la stigmatisation pour cette raison.

- « Nous regrouper dans un mouvement des survivantes de violences sexuelles c'est très difficile. Je préfère rester cachée pour éviter les moqueries et les stigmatisations. » ARRONDISSEMENT 3
- « Un mouvement des survivantes est une honte, nous serons très stigmatisées. » ARRONDISSEMENT 3
- « Le mouvement c'est bien mais j'hésite car beaucoup ont initié des groupements mais ça a échoué faute de leadership. » BÉGOUA

#### 4.6.2 Solidarité : partage d'expériences et entraide

La plupart des survivantes pensent qu'un mouvement de survivantes serait positif pour fournir un soutien communautaire et mutuel aussi bien sur le plan pratique qu'émotionnel.

- « Le mouvement nous aide à ne pas être seules et surtout avoir des amis avec qui nous pourrons partager nos soucis. » BÉGOUA
- « Le mouvement des survivantes est indispensable, il permet de sortir de leur solitude, leur mutisme car ce sera une occasion de partage d'expérience. » ARRONDISSEMENT 5
- « Ça va nous aider à développer les actions d'entraide, à oublier et à surmonter ce qui nous est arrivé. » BÉGOUA
- « Avec ce mouvement nous pouvons avoir la paix parce que nous allons prier ensemble et faire des activités génératrices de revenus. » BÉGOUA
- « Dans un groupe ou mouvement, une survivante est beaucoup plus motivée par le fait de partager les difficultés. » ARRONDISSEMENT 3

#### 4.6.3 Rôle thérapeutique : la guérison des survivantes

Les survivantes pensent qu'un mouvement contribuerait à créer des lieux sûrs qui permettraient une guérison émotionnelle. Le fait qu'il s'agisse d'un groupe constitué de survivantes offrirait un plus grand respect mutuel et un soutien thérapeutique puisqu'il permettrait de partager des expériences traumatisantes de viol avec d'autres personnes qui comprennent et compatissent et qui ne jugent pas.

- « Être dans un mouvement des survivantes est très nécessaire. Étant traumatisée, j'ai essayé d'approcher les autres victimes pour échanger et petit à petit je m'accroche aux circonstances de la vie. » ARRONDISSEMENT 3
- « Je préférerais être dans un groupe pour partager mes soucis. » ARRONDISSEMENT 4
- « Il nous aidera à retrouver notre honneur. » ARRONDISSEMENT 5
- « Être dans un mouvement me permettrait de libérer ma pensée, mes idées sur des choses atroces dont je suis victime. » ARRONDISSEMENT 4
- « C'est très important que les survivantes soient ensemble pour partager leurs expériences, c'est important pour nous aider à sortir de notre honte. » ARRONDISSEMENT 7
- « Ça nous aide à être avec les autres pour partager nos peines et nos pleurs. » BÉGOUA
- « Il nous aiderait à avoir encore le goût de la vie. » ARRONDISSEMENT 5

#### 4.6.4 Plaidoyer: faire entendre nos voix

Les survivantes considèrent la création d'un mouvement de survivantes comme un outil de plaidoyer, comme une façon de rompre le silence et de mobiliser un plus grand soutien dans la lutte contre les VSBG. Elles considèrent le groupe comme un moyen de sensibiliser les communautés à leurs besoins, de défendre la cause de toutes les survivantes et de nouer des liens avec des survivantes d'autres pays.

- « Pour sortir de la solitude, partage d'expérience et faire entendre nos voix. » BÉGOUA
- « Ce mouvement permettra de rassembler les survivantes et de créer un réseau de soutien et de conseil pour encourager aussi celles qui ne veulent pas s'exprimer pour les encourager à parler. Ce mouvement nous permettra de communiquer avec les autres survivantes du monde entier. » ARRONDISSEMENT 8
- « Un mouvement de survivantes peut aider des personnes comme moi encore en bas âge, sans force, pour nous défendre. » ARRONDISSEMENT 8
- « Permet de regrouper les gens qui ont le même cas, d'écouter leurs voix, leur faire apprendre certaines expériences qui peuvent les aider à mener un bon combat pour ce fléau. » ARRONDISSEMENT 8
- « La voix des survivantes sera beaucoup plus entendue à partir de ce mouvement. » ARRONDISSEMENT 3
- « Les survivantes doivent se regrouper pour faire entendre leurs voix, leurs cris. » ARRONDISSEMENT 3

# 4.7 Quel pourrait être le rôle des groupes religieux pour répondre aux violences sexuelles ?

Dans tous les groupes, les survivantes déclarent que les groupes religieux pourraient jouer un rôle clé pour les aider. Tout d'abord, les prières sont considérées comme un point de départ, aussi bien pour les survivantes chrétiennes que musulmanes. Elles les stabilisent et les aident à faire face à la douleur, en demandant l'aide de Dieu. Toutes les survivantes considèrent que les chefs religieux ont un rôle important à jouer pour les aider à surmonter leur traumatisme. Elles mentionnent que les conseils spirituels et la guérison ne peuvent venir que des groupes religieux, qui peuvent les aider à se rétablir et à renouer avec la vie.

#### 4.7.1 Prière, soutien psychologique et guérison pour soutenir le rétablissement des survivantes

Dans tous les groupes de discussion, les chrétiennes et les musulmanes sont convaincues que les groupes religieux ont un rôle particulier à jouer pour soutenir et réconforter celles qui souffrent. Malgré leur douleur et leurs expériences

traumatisantes les survivantes gardent l'espoir et elles considèrent les groupes religieux comme des partenaires importants sur le chemin de la guérison et de la réconciliation sociale, comme une source confidentielle de prières et de soutien psychologique essentiels pour guérir la douleur émotionnelle et spirituelle.

- « [Ils] jouent un rôle très important pour les survivantes, car ils sont là pour prier pour nous et nous prodiguer des conseils. » ARRONDISSEMENT 7
- « Ne pas rejeter les survivantes car c'est un grand danger pour la communauté. » ARRONDISSEMENT 3
- « Doivent beaucoup aider dans les conseils en faisant référence aux passages bibliques ou coraniques. » ARRONDISSEMENT 3
- « Les conseils des communautés religieuses m'ont beaucoup aidée. » ARRONDISSEMENT 4

Plusieurs survivantes en particulier, mentionnent que les communautés religieuses sont tout particulièrement tenues d'aider les gens qui souffrent ou sont expertes à le faire, et leurs paroles indiquent une grande confiance dans ces communautés, surtout de la part des plus vulnérables.

- « Dans leur mission, elles ne cessent d'encourager ceux qui ont des difficultés. » ARRONDISSEMENT 5
- « Ce sont des personnes qui, de par leurs obligations religieuses, ne vont pas divulguer le secret, elles ont appris à endurer la souffrance dans leur cœur, elles peuvent nous aider, nous encadrer. » ARRONDISSEMENT 8
- « Ce sont des personnes qui connaissent ce qu'est la souffrance et comment remédier à cela. » ARRONDISSEMENT 8

#### 4.7.2 Appui pratique et accompagnement

De nombreuses survivantes mentionnent également que les communautés religieuses offrent déjà une aide pratique, par le biais d'un soutien et de la solidarité.

- « Aider les survivantes à aller au culte pour qu'elles soient guéries spirituellement et physiquement et les orienter vers les centres de soins (hôpital). » BÉGOUA
- « Elles jouent une importance capitale par leur soutien moral, spirituel et même financier. » ARRONDISSEMENT 5
- « Les communautés religieuses sont là pour assister les survivantes dans leurs peines spirituellement et matériellement. » BÉGOUA
- « Elles sont comme des conseillers pour prier pour nous et pour nous assister moralement spirituellement, financièrement et matériellement. » ARRONDISSEMENT 7

#### 4.7.3 Plaidoyer

Certaines survivantes mentionnent également que les chefs religieux sont capables de défendre les droits des survivantes à un plus haut niveau et de dénoncer les violences sexuelles.

- « Elles [les confessions religieuses] ont la responsabilité d'attirer l'attention des dirigeants politiques à gérer la population dans le respect de la vie humaine, car la vie humaine est sacrée. » BÉGOUA
- « Doivent soutenir le gouvernement dans l'assistance aux victimes les plus vulnérables. » ARRONDISSEMENT 3

#### 4.7.4 Réagir face aux auteurs des crimes

Une réponse inattendue à cette question est qu'en dépit de leur souffrance, plusieurs survivantes parlent également de pardonner et considèrent que le secteur religieux doit également montrer l'exemple pour permettre la réconciliation et la guérison pour les agresseurs.

- « Les communautés doivent nous appuyer par la prière et donner beaucoup de conseils aux acteurs des viols. » ARRONDISSEMENT 3
- « C'est de prêcher la parole de Dieu, le pardon, la tolérance et de nous apprendre à pardonner les milices car c'est trop dur de les pardonner. » ARRONDISSEMENT 7

# **5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

Les résultats de la recherche présentés dans ce rapport devraient permettre aux principales parties prenantes, y compris au gouvernement, aux décideurs, aux responsables de programmes, aux chefs religieux et à d'autres acteurs de mieux comprendre les réalités et les priorités des survivantes de violences sexuelles en République centrafricaine. La recherche fournit des preuves qualitatives et un éclairage sur les expériences des survivantes dans les communautés de Bangui et des alentours, soulignant l'impact dévastateur des violences sexuelles sur leur vie et ce dont elles ont besoin pour guérir. Son but est de contribuer à mobiliser une réponse plus complète et mieux coordonnée pour répondre à ces besoins.

La voix des survivantes a trop souvent été étouffée en République centrafricaine. Ce rapport espère briser ce silence et contribuer à autonomiser les survivantes et ceux qui les aident pour promouvoir le changement, modifier les politiques actuelles et améliorer les interventions. Il rend compte des perspectives des personnes les plus touchées, de leurs besoins, de ce que le gouvernement et les groupes religieux en particulier pourraient faire pour les aider, et de la possibilité de mettre en place un mouvement de survivantes. On espère que grâce à la diffusion des résultats de cet exercice de cartographie, les voix des survivantes occuperont une place centrale dans le travail collectif de toutes les parties prenantes pour prévenir les violences sexuelles en République centrafricaine et y répondre.

#### Recommandations

Une réponse efficace à la violence sexuelle en République centrafricaine nécessitera une volonté d'agir et des mesures concrètes de la part d'acteurs très divers, notamment les autorités nationales, les donateurs, la communauté internationale, les chefs religieux, les organisations des Nations Unies et les organisations humanitaires. Suite aux conclusions de cette recherche, ce rapport réclame la mise en place des mesures suivantes :

# De la part du gouvernement transitoire et du futur gouvernement élu de la République centrafricaine :

- S'engager à mettre en œuvre l'accord sur la cessation des hostilités négocié en juillet 2014 à Brazzaville, dans lequel la violence sexuelle a été identifiée comme une violation à contrôler.
- Veiller à ce que le processus de mise en œuvre du décret prévoyant la création d'une unité conjointe d'intervention rapide pour lutter contre les violences sexuelles ait lieu immédiatement, conformément aux recommandations du rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies de mars 2015.
- Consulter et établir un dialogue avec les communautés locales et les chefs religieux pour s'attaquer aux causes et conséquences des VSBG et notamment aux normes sociales discriminatoires auxquelles sont confrontées les survivantes.
- Mettre en application le Tribunal pénal spécial, récemment créé dans le cadre de la législation nationale, pour mener des enquêtes et engager des poursuites contre les violations graves des droits de l'homme commises dans le pays depuis 2003, notamment les violences sexuelles liées aux conflits.
- Réaliser un examen approfondi du système judiciaire et le renforcer afin de demander des comptes aux agresseurs et de mettre fin à la culture de l'impunité. Entre autres, apporter un soutien aux survivantes en leur permettant d'accéder à la justice sans peur, intimidation ou maltraitance de la part de leurs communautés.
- Recruter et former davantage de spécialistes techniques notamment des femmes policières qui se spécialisent dans les cas de VSBG en République centrafricaine.

# De la part de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) :

- Élargir la formation pilote des formateurs sur la protection des civils à tous les commandants policiers et militaires de la MINUSCA, notamment en matière de prévention et de réponse aux violences sexuelles liées au conflit.
- Adopter des structures d'établissement de rapports solides pour garantir une collecte fiable des données de VSBG, qui respectent les besoins et la dignité des survivantes.
- Se conformer en tous points à la commission d'enquête indépendante sur le traitement par les Nations Unies des abus sexuels de la part des soldats du maintien de la paix. Les enquêteurs doivent pouvoir accéder à tous les niveaux de la

MINUSCA afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour connaître la vérité et faire en sorte que les auteurs des agressions soient traduits en justice.

## De la part de la communauté internationale et tout particulièrement des donateurs et des décideurs :

- Tenir leurs promesses et engagements politiques pris lors du Sommet mondial pour mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits, organisé par le gouvernement britannique au Royaume-Uni en juin 2014.
- Financer et soutenir la prestation d'une aide multisectorielle aux survivantes de violences sexuelles, en particulier la gamme complète des services de soins de santé ; des mesures de sensibilisation et d'intervention en rapport avec les VSBG et un soutien psychosocial, juridique, économique et axé sur les moyens d'existence.
- S'engager clairement à répondre de manière plus proactive aux VSBG dans leurs programmes en République centrafricaine. Les programmes doivent nouer un dialogue avec les survivantes elles-mêmes et les placer au cœur de toute intervention.
- Encourager une véritable participation et établir des partenariats avec la société civile locale, notamment les réseaux de survivantes, les chefs et groupes religieux et les communautés touchées par les conflits, afin d'analyser, de concevoir et de mettre en œuvre des programmes et la prestation de services.

#### De la part des chefs religieux :

- Rester unifiés et dénoncer les VSBG au-delà des barrières religieuses, soutenir les survivantes, montrer l'exemple en affrontant la stigmatisation à laquelle les survivantes sont confrontées.
- Faire preuve de leadership et utiliser leur position pour s'élever contre la fréquence des VSBG en dénonçant les valeurs, les attitudes et comportements négatifs qui sont la cause profonde des VSBG, notamment lorsque les enseignements religieux les ont justifiées ou tolérées, et promouvoir la justice pour les femmes dans les communautés.
- Travailler avec d'autres organisations religieuses et parties prenantes pour construire une base de preuves solide de l'impact et de la valeur ajoutée des mesures confessionnelles à l'encontre des VSBG. Cela contribuera à renforcer le plaidoyer et à faciliter une meilleure collaboration entre les donateurs et les décideurs.

# **6 BIBLIOGRAPHIE**

- We Will Speak Out Coalition internationale multiconfessionnelle pour mettre un terme aux violences sexuelles, en partenariat avec ONUSIDA et la Communion anglicane. www.wewillspeakout.org
- Curran, R., Zengele, B., Mukamana, S. (2013), Breaking the silence, A needs assessment of survivors of sexual violence in KwaZulu Natal, South Africa (Briser le silence. Une évaluation des besoins des survivantes de violences sexuelles à KwaZulu Natal, en Afrique du Sud).
  - http://tilz.tearfund.org/~/media/Files/TILZ/HIV/Breaking%20the%20silence\_Full%20report%20FINAL.pdf
- Centres pour le contrôle et la prévention des maladies www.cdc.gov/violenceprevention/sexualviolence/riskprotectivefactors.html
- Université de l'État du New Jersey
   http://vpva.rutgers.edu/information/sexual-violence/contributing-factors,
- Women's Initiatives for Gender Justice: Women's voices e-letter (Initiatives des femmes pour la justice de genre : bulletin électronique La voix des femmes) http://4genderjustice.org/publications/eletters/
- Rapport de l'Organisation mondiale de la santé sur la violence et la santé, 2002. Révisé par Etienne G. Krug, Linda L. Dahlberg, James A. Mercy, Anthony B. Zwi et Rafael Lozano http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/42495/1/9241545615\_eng.pdf
- Groupe sectoriel global sur la protection http://www.globalprotectioncluster.org



Tearfund est un membre fondateur de « We Will Speak Out », une coalition mondiale d'ONG, d'Églises et d'organisations confessionnelles, soutenue par une alliance de partenaires techniques et d'individus qui, ensemble, sont déterminés à mettre fin aux violences sexuelles dans les communautés du monde entier.

www.wewillspeakout.org



Tearfund souhaite remercier BMS World Mission, qui a cofinancé cette étude, pour son généreux soutien qui s'inscrit dans le cadre de la BMS Dignity Campaign (Campagne BMS en faveur de la dignité). www.bmsworldmission.org/dignity

## **FAIRE ENTENDRE NOS VOIX**

À l'écoute des survivantes de violences sexuelles en République centrafricaine



#### www.tearfund.org

100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni **T** +44 (0)20 8977 9144